

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **HOME-A-4** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Ute Stiegel**  [**Ute.stiegel@ec.europa.eu**](mailto:Ute.stiegel@ec.europa.eu)  **+32.2.2964591**  **1**  **4ème trimestre 2022**  **2 ans**  **⮽ Bruxelles □ Luxembourg □ Autre: ……………..** |
|  | **⮽  Avec indemnités □   Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

L’unité pour l’application, la transparence et la surveillance de l’état de droit de la DG Migration et affaires intérieures (HOME.A4) recherche un(e) expert(e) national(e) détaché(e) pour son équipe de juristes. Les politiques migratoires et de sécurité et leur cadre juridique se développent rapidement dans un contexte géopolitique en constante mutation, ce qui engendre une multitude de questions juridiques complexes et stimulantes. La mission du service consiste à fournir des conseils à propos de nombreuses questions concernant les instruments juridiques européens dans les domaines migratoires et de sécurité, les droits fondamentaux et la protection des données, la compétence externe de l’UE, les procédures d’infraction, les questions institutionnelles, etc. L’unité est aussi responsable de tous les aspects de la politique de lutte contre la corruption et contribue dans ce contexte aux exercices de suivi de l’état de droit dirigés par la Commission, notamment le rapport annuel sur l’état de droit. L’unité est aussi en charge de la coordination des activités de la DG liées au Royaume-Uni.

Les responsabilités du service consistent entre autres :

• à fournir, dans le respect des délais, des conseils juridiques clairs et un soutien à l’ensemble des activités de la DG HOME,

• assurer la coordination des procédures d'infraction de la DG HOME et fournir des conseils aux unités opérationnelles sur la mise en œuvre et l'application de la législation,

• gérer les plaintes et les demandes d’information des citoyens européens quant à l’application du droit de l’Union par un État membre,

• rédiger les textes et propositions législatifs en coopération avec les unités opérationnelles dans un souci de qualité en conformité avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité et avec la Charte des droits fondamentaux,

• contribuer au développement de la politique anti-corruption de l’UE,

• participer aux équipes nationales sur l'état de droit, y compris des missions d'enquête pour s'assurer que les questions de lutte contre la corruption sont correctement couvertes dans les exercices de suivi de l'état de droit dirigés par la Commission, y compris le rapport annuel sur l'état de droit, les rapports du semestre européen

• assurer la mise en place de la politique d’amélioration de la réglementation dans la DG et fournir des conseils aux unités opérationnelles en matière de planification et de préparation des évaluations d’impact, de rapports d’évaluations et de mise en œuvre,

• coordonner la gestion des demandes d’accès aux documents reçues par la DG,

• analyser et communiquer les activités de la Cour de justice de l’UE et de la Cour européenne des droits de l’homme en rapport avec la DG.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s): droit.

Expérience professionnelle

Juriste avec expérience professionnelle, y compris dans un ministère national ou autre autorité publique. Expérience du processus législatif de l’UE et/ou du processus d’infraction serait un avantage. Des connaissances du cadre juridique duquel la DG est responsable, dans les domaines de la migration et de la sécurité serait un atout mais pas indispensable.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Une bonne maîtrise de l'anglais écrit et oral est indispensable. Une bonne connaissance d'une autre langue de l’UE (FR, DE) serait un clair avantage. La connaissance d'autres langues de l'UE serait un atout.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, …). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, [HR-B1-DPR@ec.europa.eu](mailto:HR-B1-DPR@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.